



Objet: assister et fédérer les personnes et les collectifs
qui luttent pour la sécurité sanitaire des populations
exposées aux nouvelles technologies de
télécommunications sans fil

Siège social : 55 rue Popincourt, 75011 Paris

Adresse de correspondance : 12 rue Lucien Sampaix 75010 Paris

Téléphone : 01 43 55 96 08

e-mail : contact@robindestoits.org

Site : www.robindestoits.org

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

A toutes et à tous,

Veuillez trouver ci-joint l'état présent du courrier type à un signataire sur la base des données d'Avril 2010.

Mise à jour de Printemps.

Ce texte remplace tout texte précédent.

En raison de l'importance des points nouveaux,
Il est conseillé de l'adresser complété des éléments locaux à tous ceux qui ont reçu un texte précédent.

Les divers points du texte peuvent être utilisés séparément dans tous les courriers où ils sont utiles.
Ainsi que verbalement dans tout type de réunions.

A toutes et à tous, Salut !

Entête du Groupe/Collectif/Association

Des riverains ou des locataires

Adresse

Téléphone

E-mail

....., le.....

Porte parole :

Recommandé AR

.....
.....
.....
.....

Copie à : . CRIIREM

. Association Nationale Robin des Toits

Madame, ou Monsieur, ... le Maire, le Président ..., le Ministre....

Vous avez signé

ou/Vous prévoyez de signer *tel ou tel document* ... autorisant l'installation de....X antennes-relais de 900 MHz, ... de 1800 MHz, ... de 2100 MHz ..., de Y émetteurs WIFI de *n* MHz, ... de Z émetteurs WIMAX de *m* MHz.

Au cas où vous n'auriez reçu d'informations que de la part des industriels, nous considérons utile de vous fournir quelques précisions sur l'état présent des faits.

1- La nocivité pour la Santé humaine des émissions de la Téléphonie Mobile et de sa famille technologique est aujourd'hui pleinement établie sur le plan scientifique.

Plus de 1500 études internationales ont mis en lumière divers types d'agressions physiologiques primaires et notamment quatre principales :

- la perte d'étanchéité de la barrière entre le sang et le cerveau,
- la perturbation de production de la mélatonine,
- des perturbations dans la régulation membranaire des cellules,
- des dommages génétiques.

L'état de preuve est formulé par le Rapport international récapitulatif nommé BIOINITIATIVE qui a été pris en compte par le Parlement Européen et validé par l'Agence Européenne de l'Environnement.

2- Dans son Rapport le plus récent publié le 15 Octobre 2009, l'organisme gouvernemental nommé AFSSET modifie sur deux points cruciaux sa position précédente :

- les effets non thermiques sont pris en compte sur le plan scientifique,
- des documents scientifiques probants sur la nocivité sont déclarés incontestables.

L'AFSSET en tire la conclusion que le niveau des expositions doit être ramené au plus bas possible chaque fois que cela est possible.

La recommandation concerne en toute clarté les politiques.

Les modalités de réalisation d'expositions basses sont actuellement mises au point par un Comité Opérationnel dans un cadre gouvernemental.

- 3- Le Ministère de la Santé a récemment et publiquement reconnu l'existence du grave problème de Santé nommé Electrosensibilité et a déclaré que les victimes doivent être prises en charge. Il ne reste plus qu'à transcrire en actes une déclaration qui n'est aujourd'hui que verbale.
Cette position est une confirmation de niveau gouvernemental de l'état présent des connaissances établi par études détaillées de l'identité médicale de cette affection.
- 4- Les principales Compagnies internationales d'assurance ne couvrent plus les risques sanitaires liés aux émissions de la Téléphonie Mobile et de son groupe technologique depuis l'an 2000.
- 5- Le Jugement du 02 Mai 2006 prononcé par la 17^{ème} Chambre Correctionnelle du TGI de Paris a confirmé que les relevés de mesures liés aux opérateurs sont dépourvus de toute garantie de confidentialité.
- 6- Les réseaux WIFI et WIMAX rencontrent aujourd'hui de nombreux déboires.
Cette solution technologique sous couvert de réduire la fracture numérique la pérennise.
Elle consiste à tirer un chèque en blanc sur la Santé Publique.
Elle n'a que des côtés négatifs :
- double emploi par rapport à la distribution filaire existante,
- niveau technique très inférieur à la solution filaire,
- formule technique obsolète à très bref délai.
- attaque générale de la Santé. Surtout des personnes fragiles.
Une distribution générale du haut débit à un niveau technique correct et dans le respect de la Santé ne peut se réaliser que par des boucles locales en filaire.
Le seuil d'exposition de 0,6 V/m ne concerne en rien le WIFI et le WIMAX, mais uniquement la Téléphonie Mobile et l'UMTS (3G).
La seule solution saine au sujet des réseaux WIFI et WIMAX est leur disparition.
Toutes ces données sont accessibles à tout un chacun, y compris politiques, dès que la source n'est pas située chez les opérateurs.
- 7- L'opérateur BOUYGUES TELECOM avait ouvert une action en Cassation concernant le Jugement de condamnation prononcé en Appel par le Tribunal de VERSAILLES.
L'opérateur s'est désisté récemment de cette action après 18 mois de procédure.
La condamnation, qui a donné lieu à exécution, est donc aujourd'hui définitive.
Ni cet opérateur, ni un autre, ne peuvent plus se prévaloir d'une immunité judiciaire pour les installations de Téléphonie Mobile.
Ce qui conforte les actions judiciaires de riverains présentant les mêmes demandes.
Rappelons que le Jugement de condamnation prononcé par le Tribunal de CRETEIL avait déclaré qu'une installation de ce type, dans ses conditions actuelles, contrevient au Principe de Précaution et par là « crée un trouble manifestement illicite ».
Les opérateurs tentent d'établir une distinction entre riverains d'antennes et utilisateurs de portables. Elle est dépourvue de fondement technique et tout autant d'objet.
Ce que veut la population, c'est une technologie propre.
- 8- La Justice ayant déclaré que les riverains d'antennes-relais « ne peuvent se voir garantir une absence de risque sanitaire » et que « l'incertitude sur l'innocuité peut être qualifiée de sérieuse et raisonnable », et Bouygues Télécom n'ayant pas poursuivi plus avant l'argumentation, les décideurs politiques sont désormais pleinement fondés à référer leurs actions à l'obligation de respect du Principe constitutionnel de Précaution.

- 9- Pour couvrir leur responsabilité ainsi que pour honorer leur obligation de protection de la population, les décideurs politiques disposent de moyens simples :
- a. S'assurer l'autonomie du contrôle des émissions par l'acquisition de sonde de mesures en continu.
 - b. S'opposer à toute installation WIFI ou WIMAX dans le territoire relevant de leur autorité et les faire remplacer par la fibre optique ou des connexions filaires.
 - c. Organiser des campagnes d'information réelle de la population. En particulier auprès des scolaires et des femmes enceintes. En coordination avec les Associations.
 - d. Imposer aux opérateurs un seuil maximal de sécurité sanitaire de 0,6 V/m – seuil d'acceptabilité sociale.
Chiffre fixé par les scientifiques indépendants et recommandé par le Parlement Européen. Le Gouvernement, faisant suite à la proposition de l'Association Nationale Robin des Toits, a mis en place une expérimentation de baisse d'exposition aux champs ElectroMagnétiques (EM) dont la mise en place sera effective au début de l'Automne 2010.
 - e. Organiser un Service d'Accueil aux personnes se déclarant électrosensibles et aménager à leur intention des logements avec protections dans des secteurs à intensité électromagnétique faible.
Dans l'attente de dispositions nationales organisant des réseaux de zones blanches.

Tous détails et précisions peuvent être trouvés sur le site Internet de Robin des Toits, notamment dans les documents nommés TROUSSE DE BASE et PACK ROBIN.

Croyez, *Madame, Monsieur ...*, le Maire, le Président, le Ministre, en nos meilleurs sentiments.